

# Législatives 2018

## L'opposition se positionne

**Jonas OSSOMBEY**  
Libreville/Gabon

**L'annonce, à demi-mot, de l'Union nationale de participer aux prochaines élections législatives vient clore les débats sur les avis contrastés d'un éventuel boycott de ce scrutin brandi par certains. En effet, la décision, même s'il faut encore attendre qu'elle soit définitive, conforte l'idée d'une opposition qui entend en découdre avec le pouvoir en place, en voulant surfer sur la dynamique de la Présidentielle de 2016.**



Photo : Eric Laphéta

**Le président de Démocrates, Guy Nzouba Ndama...**



Photo : Chris Oyame

**...celui de R H & M, Alexandre Barro Chambrier...**



Photo : Chris Oyame

**...et les autres leaders de l'opposition ne font plus de mystère autour de leur participation aux prochaines Législatives.**

LES prochaines Législatives seront certainement très disputées. C'est ce qui ressort de l'engouement qu'elles suscitent au sein de l'échiquier politique national. Autant de la part de l'opposition que de la majorité au pouvoir. Et ce n'est pas la dernière sortie de l'Union nationale (UN), lors de la célébration de ses 8 ans de vie, qui le démentira. Comme les Démocrates de Guy Nzouba Ndama, Héritage et Modernité de Alexandre Barro Chambrier, le RPR de Jean-François Ntoutoume Emame, Zacharie Myboto et les siens ont lancé les signes d'une participation certaine au scrutin à venir. Ce qui en dit long sur la nature d'un vote dont les enjeux sont connus de tous. S'il est une chose dont tout le monde peut être sûr, c'est

bien que la configuration de la prochaine Assemblée nationale n'aura rien à voir avec la chambre quasi-monocolorie actuelle, où le PDG domine presque entièrement l'hémicycle. La principale raison avancée par les spécialistes de la scène politique nationale, se trouve dans le pic de participation, en termes de candidats des deux camps, et surtout la population votante. Chacun y va de son pronostic pour présenter son attelage. Qui aura qui dans quelles circonstances ? En tous points de vue, l'idée est de s'entourer de toutes les garanties du terrain pour engranger plus d'élus. Tout comme, au-delà du pur exercice électoral, il y a que personne n'est dupe, les différentes batailles ne seront que l'émanation d'une aspi-

ration née de la Présidentielle de 2016. Surtout du côté de l'opposition qui devra sans nul doute battre un vieux record de participation concernant sa représentation sur l'ensemble du territoire. Etant entendu qu'elle peut l'emporter si la dynamique d'août 2016 est maintenue. Un positionnement de l'opposition qui, à bien regarder, ne surprend pas. Car, si l'on tient compte de ceux qui l'animent désormais, pour avoir été longtemps aux affaires, ils ne doutent pas un seul instant qu'un pouvoir ne se gagne pas, à travers les mots d'ordre de boycott. D'ailleurs, beaucoup ont encore à l'esprit le scénario catastrophe de 2011 qui a vu les Législatives se dérouler sans les représentants de

ayant appelé au boycott. Créant ainsi une caisse de résonance du pouvoir en place à l'Assemblée nationale. Même si des fortunes diverses sont venues troubler l'ordre entre «camarades». C'est donc une sorte de surplace, voire une erreur historique, que certains, dans le camp des Myboto, Oye Mba, Ping, Nzouba Ndama, ont décidé de réparer. A les croire, les prochains enjeux politiques, la Présidentielle de 2023 notamment, passent pas par les Législatives susceptibles de leur donner une majorité au palais Léon Mba. Une maison que beaucoup connaissent par ailleurs pour y avoir siégé pendant longtemps. C'est dire que tous ces

acteurs politiques, après l'élection présidentielle, sont résolument passés à autre chose. Le scrutin à venir est une sorte de tremplin devant leur permettre de repartir sur de nouvelles bases politiques... Pour avoir compris qu'un combat politique ne se gagne qu'avec un parti, nombreux sont ceux qui ont tout fait pour opérer des fusions-absorptions dont le but a été des "OPA" sur des formations politiques n'ayant d'existence que de nom. Nzouba Ndama, Ntoutoume Emame, Barro Chambrier ont fait disparaître des chapelles "anecdotiques" telles que le Fundu, UDL et ANG. Au détour des « combinaciones »,

celles-ci ont fondu dans Héritage et Modernité, RPR et Les Démocrates, donnant à leurs leaders une légalité incontestable. Tout comme les mêmes ont déjà organisé des tournées sur l'ensemble du territoire national pour ventiler leurs idées et ambitions. Au final, il est certain que les Législatives de 2018 verront la participation de tous les camps politiques. Les sièges de députés devront alors donner lieu à de véritables empoignades dont le but sera de doter le pays d'une véritable Assemblée nationale incarnant les aspirations d'une population "orpheline des joutes et d'une défense réelle de leurs intérêts" dans cette chambre du Parlement.

## Participation en rangs serrés de la CNR

### Une perspective à l'étude

**ONDOUBA'NTSIBAH**  
Libreville/Gabon

*"(...) Plusieurs partis politiques membres de la Coalition, dont l'Union nationale, travaillent actuellement sur le dossier dit Elections législatives, dans l'esprit et la dynamique du 16 août 2016, couronnés le 27 août 2016. Les résultats de ces travaux seront solennellement rendus publics très prochainement (...)".*

Il s'agit ici d'un extrait du discours de circonstance de Zacharie Myboto, le président de l'Union nationale (UN), un parti de l'opposition "radicale", incarnée par la Coalition pour la nouvelle République (CNR). C'était à l'occasion de la célébration du 8e anniversaire de l'UN, le week-end écoulé. Evènement ayant vu la présence de plusieurs autres responsables des partis de ce groupement politique, dont son leader Jean Ping.

L'allusion faite à l'élection présidentielle d'août 2016, rappelle "l'exploit" réussi par Zacharie Myboto et un panel de cadres de ce bord politique, de convaincre Casimir Oye Mba et Guy Nzouba Ndama de se désister au profit de Jean Ping. Faisant ainsi de l'ancien président de l'Union africaine (UA), le principal candidat de l'opposition. Ils seront rejoints quelques jours plus tard par Léon-Paul Ngoulakia. Selon les ténors de cette alliance, leur démarche a permis à leur camp de faire une bonne prestation lors de l'élection présidentielle dont ils revendiquent d'ailleurs la victoire jusqu'à ce jour.

C'est sans doute fort de cela que Zacharie Myboto et les siens entendent réitérer cette expérience aux élections législatives officiellement prévues pour la fin du mois d'avril au plus tard. S'il semble désormais acquis que la CNR participera à ce scrutin qui ouvre la porte de l'Assemblée nationale, siège,

avec le Sénat, du pouvoir législatif, il peut par contre s'avérer difficile d'impulser une "dynamique unitaire" au sein de la CNR, lors des échéances électorales à venir.

Les tenants de cette vision pessimiste se basent essentiellement sur la pluralité des formations politiques composant ce bord politique, chacune avec des leaders à forte tête. Ces observateurs estiment également qu'il n'est pas exclu que certains partis membres de cette galaxie politique veuillent, le moment venu, présenter des candidats sur tous les sièges. Faisant fi de la logique qui voudrait que, dans le cas d'un tel scrutin, il serait mieux de soutenir le candidat offrant plus de chances de l'emporter face aux adversaires de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence qui soutient la politique du chef de l'Etat. Pour ces sceptiques, réussir une "dynamique unitaire" dans ce contexte constitue un véritable défi, un challenge pour les responsables de la CNR.

Même si, d'aucuns pensent que cela reste toutefois réalisable si tous les leaders des partis politiques partagent le même objectif à atteindre, c'est-à-dire, et cela Zacharie Myboto l'a reconnu, tout comme Guy Nzouba Ndama en son temps d'ailleurs : investir l'Assemblée nationale comme une voie pouvant permettre l'alternance au pouvoir.

Selon toute vraisemblance, pour le moment cette appréciation n'est pas encore partagée par tous les membres de la CNR. D'où cette déclaration du président de l'UN : *"Le chemin pour l'alternance et l'Etat de droit qui est notre idéal, nous en convenons, est long, semé d'embûches et difficile ; mais notre gloire et notre force sont d'y marcher résolument, y compris en affrontant les obstacles rencontrés. L'un de ces obstacles aujourd'hui, est évidemment le débat en cours, qui porte notamment sur la participation ou non de la CNR, à la prochaine élection législative."*

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS



B.P.40 Libreville - (GABON)  
TEL : 79-53-72  
internet. www.douanes.ga

N°0057/MEPPDD/SG/DGDDI

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Les opérateurs économiques et importateurs en douane des secteurs d'activités désignés ci-dessous, bénéficiaires des avantages liés aux régimes suspensifs ou autres mesures à caractère dérogatoire (abattements, exonérations, taux réduits, etc.), sont priés de se présenter à compter du 16 février 2018, à la Direction Générale des Douanes et des Droits et Indirects sise à la Zone Industrielle d'Oloumi, 3<sup>ème</sup> étage pour une évaluation du niveau des investissements en rapport avec les engagements souscrits.

Il s'agit des opérateurs des secteurs suivants :

- Bois et dérivés de bois ;
- Bâtiments et Travaux publics ;
- Alimentation Générale ;
- Tourisme et hôtellerie ;
- Agro-alimentaire ;
- Constructions métalliques et chaudronnerie ;
- Sociétés de la ZERP ;
- Transport et logistique.

Toute difficulté rencontrée dans le respect du délai prescrit ci-haut doit être motivée.

Fait à Libreville, le 09 FEV. 2018

Le Directeur Général des Douanes Et Droits Indirects



Raymond OKONGO